



DECLARATION de WANEP-Bénin

Pour notre vivre ensemble, la force publique doit laisser place à des solutions politiques qui apaisent

Le Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix au Bénin, WANEP-Bénin, a suivi avec consternation les échauffourées du lundi 10 juin 2019 entre la population de Tchaourou et les forces de sécurité à la suite d'interpellations de personnes suspectées être des auteurs ou co-auteurs des violences électorales du 28 avril 2019. La situation qui a connu d'escalade depuis la soirée du mardi 11 juin 2019 s'est étendue à la commune de Savè le 13 juin 2019. Le bilan actuel de ces affrontements fait état d'au moins un mort¹, de plusieurs blessés tant dans les rangs des populations, des policiers que des militaires, plusieurs arrestations et beaucoup de dégâts matériels dont l'incendie du commissariat de Tchaourou où étaient stockées les épreuves et copies de compositions de l'examen du Certificat d'Études Primaires (CEP).

Le Réseau s'inquiète du niveau de violence qui caractérise désormais les manifestations et les répressions depuis le 28 avril 2019. Scandalisé par ce "cercle de feu et de violence" qui a désormais infecté notre vivre ensemble et qui étend progressivement ses tentacules, le réseau WANEP alerte l'opinion nationale, régionale et internationale sur le risque, de plus en plus accru, de régionalisation de la crise que vit le Bénin. Dans un contexte ouest africain où tous les États se mobilisent en faveur de la collaboration entre les populations et les forces de sécurité pour contrer la menace extrémiste, la force publique doit laisser place à des solutions politiques pour nous éviter un abîme certain.

Afin de ne pas continuer à évaluer des dégâts, à compter des morts et des blessés de part et d'autre, WANEP-Bénin invite :

- le Gouvernement, les forces de sécurité et la justice à sursoir aux mesures de restriction des libertés du Président Thomas Boni Yayi avant qu'il ne soit trop tard pour la paix relative au Bénin ;
- le Président Patrice Talon, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, garant de la sacralité de la vie humaine, de la Paix et de l'unité nationale à privilégier des actes d'apaisement à l'endroit des populations qui l'identifient déjà comme l'un des principaux instigateurs de tout ce qu'elles subissent ;
- les acteurs politiques de tout bord à se concerter enfin et à se concentrer sur la recherche de solutions politiques immédiates afin d'éviter à notre pays d'autres escalades dans ce cycle incontrôlable de violences dont les séquelles nous hanteront plusieurs années encore ;

¹ Quotidien Fraternité du vendredi 14 juin 2019

- le peuple béninois tout entier et ses forces vives à retrouver cette voie de la non-violence qui nous caractérisait.

Ensemble, tissons des relations pour un retour à la non-violence.

Fait à Cotonou, le vendredi 14 juin 2019

Emmanuel Kancou OGOU,
Président du Conseil d'Administration de WANEP-Bénin